

2^{ème} Année de LICENCE en droit
ou de LICENCE en science politique (équipe 2)

DROIT ADMINISTRATIF II

Cours de Monsieur le Professeur Olivier GOHIN

PARTIE 2 : LE RÉGIME ADMINISTRATIF

TITRE 1 : LE SERVICE PUBLIC

Introduction

CHAPITRE 1 : L'évolution de la notion de service public

Section 1 : L'émergence de la notion

§1. La réunion des éléments de la définition

§ 2. La contestation de la systématisation doctrinale

Section 2 : La dislocation de la notion

§1. La dissociation entre mission de service public et régime juridique de droit administratif

§2. La dissociation entre mission de service public matériel et service public organique

§3. Conséquence de la double dissociation sur la définition du service public

Section 3 : La reconstitution de la notion

§1. Le recours au service public dans les définitions de base du droit administratif

§2. La distinction entre service public administratif et service public industriel et commercial

§ 3. La prise en charge directe de l'activité d'intérêt général

a) la gestion par une personne publique du service public administratif

1. la gestion par l'Etat ou une collectivité territoriale

2. la gestion par un établissement public

b) la gestion par une personne publique du service public industriel et commercial

1. la gestion par l'Etat ou une collectivité territoriale

2. la gestion par un établissement public

§4. La prise en charge indirecte de l'activité d'intérêt général

- a) la gestion par une personne privée du service public administratif
 - 1. la démonstration du SPA à gestion privée par des marques de puissance publique, hors prérogatives de puissance publique
 - 2. la démonstration du SPA à gestion privée par ces marques de puissance publique que sont les prérogatives de puissance publique :
- b) la gestion par une personne privée du service public industriel et commercial

CHAPITRE 2 : Le fonctionnement du service public

Section 1. Les principes fondamentaux du service public

§1. La continuité des services publics

§2. L'égalité devant les services publics

§3. La mutabilité des services publics

§4. Les autres principes du services publics

Section 2. La mise en œuvre des services publics

§1. La création des services publics

§2. Les modes de gestion des services publics

- a) la gestion du service public par une personne publique
 - 1. la gestion en régie : régie simple et régie autonome
 - 2. la gestion par un établissement public
- b) la gestion du service public par une personne privée
 - 1. la gestion unilatérale
 - 2. la gestion contractuelle : notion et principales formes

CHAPITRE 3 : la police administrative

Section 1 . La notion de police

§1. Service public et police

§2. Police administrative et police judiciaire

§3. Police administrative générale et polices administratives spéciales

- a) la police administrative générale
- b) les polices administratives spéciales

§4. Les concours de police administrative

Section 2. Les autorités de police

§1. Les autorités de police générale

- a) en temps normal
 - 1. le droit de l'Etat centralisé
 - 2. le droit de l'Etat décentralisé

b) en temps de crise

§2. les autorités de polices spéciales

1. les autorités de l'Etat centralisé
2. les autorités de l'Etat décentralisé

§3. Les mesures de police

- a) la typologie des mesures de police
- b) l'obligation de prendre des mesures unilatérales de police
- c) les conditions de la légalité des mesures de police

TITRE 2 : LA RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE

Introduction

CHAPITRE 1 : Le fondement de la responsabilité administrative

Section 1. La responsabilité administrative pour faute

§1. La distinction entre faute personnelle et faute de service

§2. La distinction entre faute prouvée et faute présumée

§3. La distinction entre faute simple et faute lourde

Section 2. La responsabilité administrative sans faute

§1. La responsabilité pour risque

- a) les choses dangereuses
- b) les méthodes dangereuses
- c) les situations dangereuses

§2. La responsabilité pour rupture de l'égalité devant les charges publiques

- a) les dommages subis par les collaborateurs occasionnels et bénévoles des services publics
- b) les dommages de travaux publics subis par des tiers
- c) les dommages du fait des normes légales
 1. responsabilité du fait des décisions administratives régulières
 2. responsabilité du fait des lois
 3. responsabilité du fait des conventions

§3. Les régimes législatifs de responsabilité sans faute : l'exemple des attroupements et rassemblements assimilés

§4. L'irresponsabilité résiduelle de la puissance publique

CHAPITRE 2 : la réparation du préjudice

Section 1. L'imputabilité du dommage

§1. Cumul de fautes

§2. Cumul de responsabilités

§3. Les causes exonératoires de responsabilité

Section 2. Le préjudice indemnisable

§1. Les conditions relatives au préjudice

- a) les caractères du préjudice
- b) les types de préjudice

§2. L'étendue de la réparation

CHAPITRE 3 : le contentieux de la responsabilité administrative

Section 1. La compétence juridictionnelle

§1. Le principe de la compétence administrative

§2. Les exceptions de compétence judiciaire

Section 2. La recevabilité de l'action en indemnité

§1. La décision administrative préalable

§2. Le ministère d'avocat

§3. La prescription quadriennale

Section 3. Les parties à l'instance

§1. Le demandeur dans le contentieux de la responsabilité

§2. Le défendeur dans le contentieux de la responsabilité

Section 4. La décision d'indemnisation

§1. La fixation de l'indemnité

§2. Les modalités de la réparation

TITRE 3 : LE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

Introduction

CHAPITRE 1 : Le contrôle non juridictionnel de l'administration

Section 1 : les recours administratifs

§1. Les recours en action administrative

- a) les recours gracieux au sein de l'administration publique
- b) les recours hiérarchiques et l'Etat centralisé
- c) les recours de tutelle et l'Etat décentralisé
 - 1. la tutelle sur les organes
 - 1. le déféré préfectoral ou tutelle sur les actes
 - 3. le contrôle financier ou tutelle financière

§2. Les recours en matière administrative

- a) La transaction en matière administrative
- b) la conciliation en matière administrative
- c) le recours au tiers de référence

Section 2 : Les organes de contrôle administratif non juridictionnel

§1. Le contrôle interne par un corps d'inspection : l'exemple de l'Inspection générale de l'Administration

- a) l'organisation de l'IGA
- b) les attributions de contrôle de l'IGA

§2. Le contrôle externe par les autorités indépendantes

- a) la définition de l'autorité indépendante
 - 1. l'existence d'une autorité
 - 2. l'appartenance ou non à l'administration d'Etat
 - 3. l'absence de contrôle sur l'autorité
- b) l'illustration d'une autorité indépendante par le CSA
 - 1. origine et statut de l'institution
 - 2. compétences de l'institution
 - 3. saisine et pouvoirs de l'institution

§3. Le contrôle externe par la juridiction administrative : le Conseil d'Etat

- a) l'organisation administrative du Conseil d'Etat
- b) les attributions administratives du Conseil d'Etat

Section 3. La transparence administrative

§ 1. La loi informatique et libertés

- a) le champ d'application de la loi
- b) la protection des citoyens
- c) la Commission nationale de l'informatique et des libertés

§ 2. La communication des documents administratifs

- a) la notion de document administratif
- b) la Commission d'accès aux documents administratifs

§ 3. La motivation des actes administratifs

- a) la motivation des actes administratifs en dehors de la loi de 1979
- b) le champ d'application de la motivation depuis la loi de 1979
- c) les modalités de la motivation de la loi de 1979

CHAPITRE 2 : Le contrôle de l'administration par le procès administratif

Section 1. La formation des recours

§ 1. – La classification des recours

- a) la classification formelle
- b) la classification matérielle
- c) la synthèse contemporaine

§2. La recevabilité des recours

- a) la qualification du requérant
 - 1. la capacité d'agir en justice
 - 2. l'intérêt d'agir en justice
 - 3. la constitution du ministère d'avocat
- b) la qualification de la requête

§2. Les éléments constitutifs de l'instance

- a) la détermination des parties à l'instance
 - 1. Les parties originaires à l'instance
 - 2. Les tiers associés à l'instance initiale
- b) La détermination des causes juridiques de l'instance

Section 2. Les éléments de la procédure

§1. Les sources de la procédure

- a) les sources textuelles
 - 1. les textes d'origine interne
 - 2. les textes d'origine externe
- b) les sources jurisprudentielles
 - 1. les principes généraux de procédure
 - 2. les règles générales de procédure

§2. Les caractères de la procédure

- a) les caractères fondamentaux
 - 1. la contradiction
 - 2. l'inquisitorialité
- b) Les caractères principaux de la procédure
 - 1. le caractère principalement écrit de l'instruction
 - 2. Le caractère principalement public du jugement

Section 3. La procédure d'instruction

§1. La procédure normale

- a) la communication des pièces
 - 1. la communication volontaires des pièces
 - 2. la production forcée des pièces

- b) les mesures d’instruction : l’exemple de l’expertise
- c) les incidents interruptifs de l’instruction
 - 1. les incidents interruptifs provoqués par l’une des parties à l’instance
 - 2. les incidents interruptifs subis par l’une des parties à l’instance

§2. Les procédures de référé

- a) le régime contentieux du référé
 - 1. la compétence en matière de référé
 - 2. le juge des référés
 - 3. la procédure du référé
- b) les référés généraux
 - 1. le référé-suspension
 - 2. le référé-liberté

Section 4. Le jugement des recours juridictionnels

§1. La procédure de jugement

- a) la clôture de l’instruction
- b) l’audience
- c) le rapporteur public

§2. La décision de justice

- a) l’élaboration de la décision
- b) la rédaction de la décision
- c) la publicité de la décision

§2. l’exécution de la décision de justice

- a) le sursis à exécution de la décision juridictionnelle
- b) l’inexécution pour mauvaise volonté de l’administration
 - 1. l’injonction
 - 2. l’astreinte

§3. Les voies de recours contre la décision de justice

- a) le recours en appel devant la juridiction supérieure
 - 1. les règles de l’appel
 - 2. les conditions de l’appel
 - 3. le régime de l’appel principal
 - 4. les pouvoirs du juge d’appel
- b) le pourvoi en cassation devant le Conseil d’État
 - 1. la saisine du juge de cassation
 - 2. le contrôle du juge de cassation
 - 3. la décision du juge de cassation

Conclusion de la Partie 2